

JAMAIS SANS MON DOPAGE

La tricherie d'Etat organisée par la Russie est un scandale. L'hésitation des fédérations sportives et du comité olympique à punir les fraudeurs en est un autre.

Le dopage est aussi vieux que le sport. Dans la Grèce antique, dès que Solon, un homme politique très puissant, a décidé de récompenser royalement les vainqueurs des Jeux olympiques, certains athlètes auraient commencé à consommer des épices, des herbes et du sésame habituellement donné aux chevaux. À cette époque, déjà, la pratique était interdite. Mais, à moins de se faire pincer en flagrant délit, les moyens de contrôle étaient très limités... Sauf que, 2.600 ans plus tard, la situation n'a pas tellement changé.

"Les polémiques ont réellement commencé quand le sport a commencé à produire des millions d'euros en sponsoring, merchandising et droits télévisuels. Mais la volonté des États de montrer leur supériorité sur le monde a aussi poussé les athlètes à la dérive", rappelle le sociologue du sport et politologue de l'ULB Jean-Michel De Waele. Ainsi, ce qui reste sans doute le plus grand

programme de dopage de l'histoire est apparu dans les années 70 en Allemagne de l'Est. Afin de déplacer la guerre froide sur les terrains de sport et de vaincre l'Ouest, le ministre de l'Intérieur avait consacré une enveloppe équivalant à 10 millions d'euros au développement de produits "magiques" capables d'améliorer les performances de ses athlètes et nageurs. Il a fallu attendre la chute du communisme à l'Est pour que la vérité éclate au grand jour grâce à une enquête du gouvernement allemand.

Depuis, les scandales ne cessent de faire la une des médias. Dans les années 80, c'est l'affaire Fuentes (ou "Puerto") qui salit le sport. Eufemiano Fuentes, un ancien médecin espagnol, aurait mis en place un système de dopage par transfusion sanguine. Il proposait de "nettoyer" le sang des sportifs - principalement des cyclistes, des footballeurs et des joueurs de tennis - pour faire disparaître les traces d'EPO. Là aussi, les révélations ont été tardives et sont venues de l'ancien cycliste espagnol Jesús Manzano en 2003.

L'entraîneur belge Rudy Pevenage a confirmé en 2010 en avouant avoir utilisé cette méthode douteuse sur le cycliste Jan Ullrich, vainqueur du Tour de France. Ensuite vient l'affaire "Festina". Quelques jours avant le Tour de France en 1998, le soigneur de l'équipe cycliste vedette "Festina" Willy Voet est arrêté à la douane française avec près de 400 flacons de produits dopants et stupéfiants. Pris sur le fait, impossible de ne pas exclure l'équipe de la compétition. L'homme aurait en fait été dénoncé par le "directeur sportif d'une équipe concurrente" et de façon anonyme.

"Le sport est bien souvent hypocrite, continue Jean-Michel De Waele. Même du temps de l'Allemagne de l'Est, l'Ouest se dopait aussi, dans une moindre mesure certes. Alors, voir des équipes en dénoncer d'autres est un jeu malsain. C'est à celui qui a le plus de crédibilité - et donc de pouvoir politique et économique."

LANCEURS D'ALERTE, LANCEURS DE POIDS

Mais ce scandale aura au moins eu comme conséquence positive la création de l'Agence mondiale antidopage. La dernière affaire d'envergure pointée par les observateurs de premier plan avant le dopage d'Etat russe est le scandale Balco. En juin 2013, l'Agence antidopage américaine reçoit un appel anonyme - on apprendra plus tard qu'il s'agissait de l'entraîneur d'athlétisme jamaïcain Trevor Graham - dénonçant l'utilisation d'un nouveau produit dopant: la THG, un stéroïde synthétique. Au total, une trentaine de baseballeurs, athlètes, boxeurs, footballeurs et cyclistes américains ont été inquiétés.

“Comme on peut le voir à travers l’histoire, c’est extrêmement rare que des révélations soient faites par des sportifs ou des membres de leur staff alors qu’ils sont encore en activité. En cela, le combat des Stepanov, qui dénoncent de l’intérieur les dérives russes, est très courageux”, souligne le sociologue du sport (lire p. 16). De plus en plus présents dans les mondes de la finance, de la médecine ou de l’environnement, les lanceurs d’alerte ne s’étaient ainsi pas encore attaqués au sport. Dans l’espoir de nettoyer le milieu, les journalistes allemand et français Hajo Seppelt et Antoine Vayer ont lancé la plateforme “sportsleaks.com” où les témoins peuvent déposer leurs preuves de façon anonyme.

Les journalistes, soutenus par différents experts, mènent ensuite l’enquête. *“Grâce à cette plateforme, mais surtout au ras-le-bol des spectateurs qui se sentent trompés, je pense que la tendance va aller vers plus de transparence. Car ce n’est pas acceptable aux yeux du grand public que des lanceurs d’alerte comme les Stepanov soient sanctionnés et que les vrais coupables - l’État russe - puissent participer aux Jeux de Rio presque comme si de rien n’était. La raison? Les conséquences que pourrait avoir cette exclusion, notamment à cause du pouvoir économique et énergétique de Gazprom en Russie, seraient énormes pour la géopolitique mondiale. Si un dopage d’État avait été observé en Lettonie, en Mongolie ou en Corée du Nord, le Comité les aurait exclus sans même hésiter!”*

On peut bien sûr se poser la question: pourquoi punir des athlètes russes qui ne se sont peut-être même

pas dopés? *“On arrive toujours avec une guerre de retard, alors quand c’est avéré il faut marquer le coup. Quand on voit les résultats de Lance Armstrong au Tour de France, on savait dès le début que quelque chose clochait. Pareil avec la “Dream Team” de basketball américaine menée par*

Michael Jordan en 1992. Je ne dis pas que les joueurs étaient dopés, mais elle gagnait tous ses matchs avec 50 points d’avance et était moins contrôlée que les autres nations. Il faut oser poser la question. Tout comme Chris Froome, qui remporte le Tour de France cette année sans aucune difficulté. Je ne serais pas étonné qu’on apprenne dans quelques années un nouveau cas de dopage.”

La tolérance est telle que certains “penseurs du sport”, y compris au sein du Comité olympique, souhaiteraient légaliser la pratique du dopage, à condition que celle-ci ne soit pas dangereuse pour la santé. *“Des sportifs sont déjà morts de manière prématurée et inexpliquée. Je*

ne pense pas que ce risque soit bon à prendre. De plus, l’argument consistant à dire que si le dopage était légal, le sport serait plus juste ne tient pas la route. On n’assisterait plus à une compétition sur les terrains, mais dans les labos. Ce qui est déjà un peu le cas...”

Autant dire que ce passionné de sport est pessimiste pour les Jeux de Rio. Pour la suite, il ne perd pas espoir pour autant et évoque deux réformes selon lui absolument nécessaires. *“D’abord, celle des médias qui doivent boycotter les compétitions concernées, quitte à gagner moins d’argent. Ensuite, l’éducation du grand public. Certains pensent que si les records ne sont pas battus, les J.O. seront ennuyeux. C’est faux. Le but est de voir qui est le meilleur à un moment donné. Le spectacle est tout aussi présent si les records ne sont pas battus. Il faut en finir avec le culte de la performance et du dépassement de soi.”*

✘ Nicolas Sohy

La seringue et le marteau

En révélant le système russe de dopage d'Etat, Vitaly Stepanov et sa femme Yuliya sont devenus les lanceurs d'alerte les plus connus de la planète sportive. Ils restent pourtant exclus du petit monde olympique.

Lui est un ancien membre de l'agence russe antidopage (Rusada), elle est athlète. Spécialité: le demi-fond. En 2011, elle a atteint la finale du 800 mètres aux Mondiaux à Daegu, en Corée du Sud. Moins de deux ans plus tard, l'IAAF annonçait que les résultats de son passeport biologique étaient jugés anormaux. Elle a été suspendue deux ans pour dopage.

Ensemble, Vitaly et Yuliya Stepanov forment aujourd'hui un couple de "refuzniks". De lanceurs d'alerte. De repentis. À partir de 2010, Vitaly a commencé à tenter d'informer la communauté sportive internationale des fraudes de l'athlétisme russe et de la triche à grande échelle des autorités sportives. Il aurait envoyé plus de 200 mails et une cinquantaine de lettres à l'Agence mondiale antidopage (AMA) entre 2010 et 2014. Sans résultat. Au bord du découragement, il s'est alors tourné vers les médias. Il a accepté de témoigner à visage découvert, sa jeune épouse à ses côtés, dans un documentaire diffusé en novembre 2014 par la chaîne allemande ARD. Les deux jeunes gens expliquent, détails à l'appui, le fonctionnement d'un système corrompu où les dirigeants falsifient les contrôles et couvrent les cas positifs en échange de 5 % des gains perçus par les athlètes en compétition.

108 SPORTIFS RUSSES EXCLUS DES JEUX

Depuis ces révélations, le dopage d'État russe est un polar qui tient en haleine le monde du sport. Avec comme ultime rebondissement les révélations de Grigory Rodchenkov dans le *New York Times*, publiées au mois de mai. L'ancien patron du laboratoire antidopage de Moscou, désormais exilé à Los Angeles, évoquait des trafics d'échantillons d'urine lors des derniers Jeux olympiques d'hiver à Sotchi en 2014, avec la complicité des services secrets et du ministère

des Sports russe, dans le but de protéger certains sportifs dopés. Lundi 18 juillet, Richard McLaren, un juriste canadien mandaté par l'Agence mondiale antidopage (AMA), a rendu publiques ses conclusions sur les soupçons de truchage des échantillons, confirmant les

révélations des Stepanov et de Rodchenkov. Mais à une semaine des J.O., le Comité international olympique (CIO) - l'autorité suprême du Mouvement olympique - s'est montré plus clément que prévu, préférant charger les fédérations sportives internationales de statuer sur l'éligibilité des sportifs russes en vertu de leurs antécédents.

Plus d'une dizaine de fédérations internationales doivent donc encore se prononcer alors que, sur les 387 noms présentés initialement par le Comité olympique russe pour Rio, ils ne sont déjà plus que 279 à pouvoir encore prétendre décrocher une médaille au Brésil. Mais les critiques fusent de toutes parts. En donnant son verdict, le CIO a-t-il "abdiqué" face à la Russie?

"Le CIO compte plus de membres que l'ONU, son président est reçu partout comme un chef d'État, mais son apolitisme de façade n'est qu'une vaste plaisanterie. Car le CIO se plaît à faire de la géopolitique quadriennale en attribuant les Jeux, notamment à un pays comme la Russie", explique Pascal Boniface, directeur de l'IRIS à Paris et auteur de *JO politiques* (éd. Eyrolles). Et de conclure: *"Sans doute a-t-il été sensible à la naissance programmée - une idée soudaine de Vladimir Poutine - d'un organisme indépendant de lutte contre le dopage en Russie, présidé par un cacique du... CIO"*.

Mais si les révélations des Stepanov ont fait trembler la planète sportive, leur situation n'a rien d'enviable. En particulier celle de Yuliya. En Russie, les réseaux sociaux se déchainent depuis des mois sur sa "trahison". *"L'ériger au rang d'héroïne, c'est nous cracher à la figure",* s'est récemment exclamée la perchiste Yelena Isinbayeva. Menacés dans leur propre pays, les Stepanov vivent désormais en exil aux États-Unis, sans droit au travail et dans la quasi-clandestinité. Cynisme sur le gâteau: Yuliya Stepanova pourra bien aller à Rio du 5 au 21 août, pour les Jeux olympiques. Mais en tant que "spectatrice", sur décision du CIO. Alors que la lanceuse d'alerte avait été, le 1^{er} juillet, autorisée par la fédération internationale à concourir en tant qu'athlète neutre indépendante.

✘ Rafal Naczyk